

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 Grenoble

Grenoble, le 24/04/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ADISSEO FRANCE SAS**

Avenue Berthelot  
ST CLAIR DU RHONE  
38370 Saint-Clair-Du-Rhône

Références : 2026-Is069SPF  
Code AIOT : 0006105225

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement ADISSEO FRANCE SAS implanté Avenue Berthelot 38370 Saint-Clair-du-Rhône. L'inspection a été annoncée le 06/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ADISSEO FRANCE SAS
- Avenue Berthelot 38370 Saint-Clair-du-Rhône
- Code AIOT : 0006105225
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

ADISSEO est l'un des leaders mondiaux dans la conception, la mise au point et la production d'additifs nutritionnels destinés aux animaux, notamment les volailles, les porcs et les ruminants, tels que les acides aminés (méthionine), les vitamines et les enzymes. Le site des Roches de la société ADISSEO a pour activités principales:

- la fabrication d'aldéhyde méthylthiopropionique (AMTP ou MMP) utilisé pour produire de la méthionine (acide aminé utilisé en complément nutritionnel pour l'alimentation animale). La méthionine est notamment fabriquée par ADISSEO sur la plateforme voisine de Roussillon. Le MMP est obtenu, dans les unités MMPS1 et MMPS2, par réaction du méthane-thiol ou méthylmercaptan (MSH) avec de l'acroléine, elle-même obtenue à partir d'un procédé d'oxydation du propylène (alimenté par pipe depuis la raffinerie de Feyzin ou par dépotage dans le pipe) en présence d'un catalyseur. Le MMP est ensuite purifié au niveau de l'unité de distillation. Le MSH est fabriqué, dans l'unité MSH, à partir de méthanol (acheminé par barges) et d'hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S) ; celui-ci est produit à l'atelier CS<sub>2</sub>, à partir d'une réaction entre le méthane et le soufre liquide, produisant conjointement du disulfure de carbone (CS<sub>2</sub>) ;
- la fabrication (à partir des effluents soufrés issus des différents ateliers) et la régénération d'acide sulfurique (atelier acide sulfurique) ;
- la production de sulfate d'aluminium liquide (pigment pour peintures).

Les dernières modifications mises en œuvre sur le site l'ont été en 2018 (projet POLAR - augmentation de la capacité de production de MMP distillé), puis en 2021 (projet PYRENEES, ajout d'un 2ème réacteur de production d'acroléine au sein de l'unité MMP-E2). Le site des Roches emploie approximativement 200 personnes. Il fonctionne 24h/24, 7j/7. Sur le plan administratif, le site est:

- classé Seveso seuil haut principalement du fait du stockage et de l'utilisation de produits toxiques (rubriques 4xxx).
- soumis à la directive sur les émissions industrielles (IED) au titre des rubriques 3410-c (rubrique principale associée au BREF LVOC), 3420-b, 3420-e et 3520-b de la nomenclature des installations classées (ICPE). Il est autorisé par l'arrêté préfectoral cadre n°DDPP-IC-2018-10-14 du 26 octobre 2018 modifié (notamment par l'APC N° DDPP-DREAL UD38-2020-12-19 du 22/12/2020 modifiant les conditions des rejets eau et air, et intégrant les conclusions du rapport de réexamen IED).

Les enjeux identifiés pour cet établissement sont principalement:

- les risques liés à la mise en œuvre d'acroléine et d'H<sub>2</sub>S, gaz très toxiques et inflammables, au stockage et à la mise en œuvre de MSH, gaz très toxique et inflammable stocké sous forme de gaz liquéfié, à la mise en œuvre et au stockage de CS<sub>2</sub>, liquide extrêmement inflammable (point éclair proche de zéro et température d'auto-inflammation de 100°C) et toxique ;
- les émissions atmosphériques issues des différents ateliers, et notamment celles issues des incinérateurs d'effluents liquides et gazeux associés aux unités MMPS1 et MMPE2 ainsi que celles issues du four associé à l'unité H<sub>2</sub>SO<sub>4</sub> pour le traitement des effluents gazeux des unités MSH et «Distillation MMP» ;
- les rejets aqueux issus des différents ateliers ;
- les émissions olfactives potentielles compte tenu de la mise en œuvre de produits soufrés.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface

## 2) Constats

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 26/10/2018, article 7.1.1 et 7.2	Demande d'action corrective	6 mois
3	Air - Respect des vitesses d'éjection - unité CS2	Arrêté Préfectoral du 26/10/2018, article 3.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
4	Air - Respect des VLE - tableau des VLE	Arrêté Préfectoral du 26/10/2018, article 3.2.4	Demande d'action corrective	3 mois
6	Eau - Conformité des rejets	Arrêté Préfectoral du 26/10/2018, article 4.3.9	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Interdiction du PFOS et du PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article 3 et Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
5	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 26/10/2018, article 4.1.1	Sans objet
7	Eau - déclaration des émissions annuelles	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 ; 4bis ;	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de l'inspection, 10 demandes d'actions correctives ont été formulées. Celles-ci demandent à l'exploitant de poursuivre les actions d'amélioration et investigations déjà engagées pour respecter les prescriptions applicables. L'inspection note une amélioration dans la gestion des effluents aqueux issus de l'atelier acide, principal atelier contributeur.

Une attention particulière devra être portée sur le respect des émissions de métaux au rejet des incinérateurs des unités MMPS1 et MMPE2, compte tenu des dérives constatées.

Concernant les émissions sonores du site, l'inspection note la mise en place prochaine d'un "jury d'oreilles" destiné à identifier les principales sources de nuisances sonores.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Interdiction du PFOS et du PFOA

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article 3 et Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, PFAS dans les mousses anti-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 3 1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.[L'Acide perfluorooctane sulfonique (SPFO ou PFOS), ses sels et les composés apparentés au SPFO sont inscrits à l'annexe I.] Article 4 1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II. Annexe I (à partir du 2 décembre 2025 (Règlement délégué (UE) 2025/718)) : 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.  Suites de l'inspection du 01/07/25 : Observation n°1 : procéder à l'enlèvement et à l'élimination dans une installation régulièrement autorisée de la cuve d'émulseur de 11 m <sup>3</sup> du local incendie SAMAP, au nettoyage des installations fixes d'extinction avec élimination des eaux de nettoyage dans une installation régulièrement autorisée avant le 03/12/25, et à la substitution de l'émulseur par un émulseur sans PFAS Observation n°5 : procéder à l'enlèvement et à l'élimination dans une installation régulièrement autorisée des 2 GRV contenant l'émulseur Neutral avant le 03/12/25, et à la substitution de l'émulseur par un émulseur sans PFAS
<b>Constats :</b>  Pour mémoire, lors de l'inspection de juillet 2025, il avait été constaté : - la présence de PFOA (concentration légèrement supérieure à 1 mg/kg, pour une valeur limite de 1 mg/kg pour le PFOA et ses sels ) et de PFOS (concentration de l'ordre de 1 mg/kg, pour une valeur limite de 0,025 mg/kg pour le PFOS et ses sels à partir du 03/12/25) dans la cuve d'émulseur de 11 m <sup>3</sup> du local incendie SAMAP - la présence de PFOA (concentration > 1,4 mg/kg) dans les 2 GRV présents dans le local pompiers - la nécessité de procéder à de nouvelles analyses pour statuer sur la conformité de l'émulseur fluoré contenu dans les 2 GRV du poste de dépotage MSH.  L'exploitant a engagé en 2025 un programme de substitution de l'ensemble de ces émulseurs

<p>fluorés.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté le remplacement effectif de la cuve d'émulseur de 11 m<sup>3</sup> du local incendie SAMAP par une nouvelle cuve de 12 m<sup>3</sup> en inox contenant un émulseur non fluoré (Ecopol 3 Premium - fournisseur BioEx). Toutes les parties de l'installation susceptibles d'avoir été en contact avec l'ancien émulseur fluoré ont été remplacées (cannes plongeantes notamment). Le reste de l'installation n'avait jamais été mis en contact avec l'émulseur (ni pour un incident ni pour un essai).</p> <p>L'installation d'extinction est opérationnelle.</p> <p>De même les 4 GRV d'émulseurs fluorés ont été remplacés par des GRV contenant de l'Ecopol 3 Premium.</p> <p>L'exploitant a transmis les BSD relatifs à l'élimination des émulseurs fluorés et eaux de rinçage, soit 10,62 t et 13,24 t, prises en charge par la société SUEZ Pont de Claix en vue d'une incinération</p> <p>Ainsi, le site Adisseo des Roches ne possède plus d'émulseurs fluorés.</p> <p>La situation est désormais conforme</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Pas d'observation</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Prévention des nuisances sonores

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2018, article 7.1.1 et 7.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions sonores</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 7.1.1 : une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Article 7.2.1 : valeurs limites d'émergence Nuit (22h-7h) dimanches et jours fériés : 3 dB(A) / Jour : 5 dB(a)</p> <p>Article 7.2.2 : niveaux limites de bruit en limite d'exploitation Nuit : 60 dB(A) / Jour : 70 dB(A) (sauf si bruit &gt; lorsque les installations sont à l'arrêt)</p> <p>Suites de l'inspection du 01/07/25 : Demande d'action n°4 : compte tenu des nouvelles plaintes reçues malgré le remplacement des brûleurs, il y a lieu de faire procéder impérativement, d'ici fin 2025, à une campagne de mesures des émissions sonores (en limite de propriété et dans les ZER) en intégrant des mesures spécifiques sur les hauteurs de St Clair du Rhône, si possible au niveau des jardins des plaignants</p>

ou à proximité directe.

### Constats :

La campagne de mesures réglementaires a été réalisée fin novembre 2025 (les 27 et 28).  
Le rapport établi par l'entreprise prestataire a été transmis à l'inspection à l'issue de l'inspection.

Les conclusions du rapport sont les suivantes :

« Dans les conditions rencontrées, les résultats de mesures acoustiques du bruit généré par le fonctionnement du site dans son environnement mènent aux conclusions suivantes :

- En limite de propriété, un seul dépassement des niveaux limites a été constaté au point de contrôle P2 de nuit. Ce dépassement est à nuancer parce que le point P2 a été avancé vers le site sur cette campagne de mesures 2025 par rapport à 2020 (par difficulté d'accès). Il n'est pas réellement situé au niveau de la limite de propriété exacte du site.
- En ZER, un léger dépassement de l'émergence admissible est constaté de jour au point de contrôle P6.
- En ZER, des dépassements plus ou moins importants des émergences admissibles sont constatés de nuit pour tous les points de contrôle. Le site ADISSEO Les Roches est autant perceptible aux points P6 et P9 en ZER que le point P5 en limite de propriété le plus proche.
- Aucune tonalité marquée provenant du site n'a été détectée. »

Il convient de souligner le faible bruit résiduel en période de nuit (37,5 dB(A) au niveau des « points masqués », en l'absence de possibilité de mesurer le bruit résiduel aux mêmes emplacements que le bruit ambiant (absence d'arrêt total de la plate-forme)), lequel peut expliquer l'importance des dépassements du critère d'émergence. Concernant le dépassement au point P2 (qui était conforme jusqu'alors), l'exploitant mentionne également la création du poste de détente hydrogène à proximité de ce point, avec implantation d'un mur, susceptible d'augmenter la perception du bruit au niveau du point P2.

L'inspection note que le rapport de mesures mentionne « une augmentation brusque (environ 3-4 dB(A)) des niveaux sonores à partir de 1h le matin au niveau des points de mesures P5, P6 et P9 » : l'exploitant précisera quelle unité ou quel équipement a pu générer cette augmentation du niveau de bruit.

L'exploitant précise que cette campagne de mesures n'a pas inclus de point de mesure sur les hauteurs de St Clair du Rhône : il a jugé qu'une mesure ponctuelle (sur une journée) ne permettrait pas de quantifier les nuisances a priori ponctuelles (sources non continues) perçues par les riverains situés sur les hauteurs de St Clair. Il précise par ailleurs qu'aucune plainte pour nuisances sonores n'a été enregistrée depuis la dernière plainte du 18/06/25 (plainte issue d'un habitant situé en rive droite du Rhône et correspondant à la réalisation de travaux), ce qui ne l'a pas conduit à modifier l'implantation des points de mesure.

L'inspection évoque une plainte reçue par l'inspection le 27/01/26, issue d'une habitante située sur les hauteurs de St Clair du Rhône. L'exploitant n'a pas été saisi directement de cette plainte. Il précise l'absence de paramètres procédés particuliers ce jour là susceptibles d'expliquer un niveau de bruit inhabituel. Il doit vérifier la direction du vent ce jour là, et interroger la société PRAYON. L'inspection rappellera à la personne à l'origine de la plainte, l'importance de signaler au plus tôt

la nuisance sonore en appelant le numéro vert mis en place, afin que celle-ci puisse être exploitée et traitée.

Plutôt que de réaliser des mesures ponctuelles jugées non adaptées pour des bruits spécifiques non continus, l'exploitant propose la mise en place d'un groupe de travail sur la problématique « bruit », afin de constituer un « jury d'oreilles » (échéance annoncée : août 2026). Des réunions d'informations/échanges avec les riverains et les mairies seront également mises en place.

L'exploitant souhaite, par le biais du jury d'oreilles, pouvoir identifier les principales sources de nuisances ressenties (exploitant(s) et unité(s) en cause), et y apporter des améliorations.

L'inspection note que cette action devrait permettre d'identifier l'origine des nuisances ponctuelles perçues par les riverains, en vue de mettre en place des actions correctives.

Par ailleurs, sur la base de l'étude réalisée en 2022 (étude relative à l'identification des différentes sources de bruit susceptibles de générer un dépassement des critères d'émergence dans les ZER), l'exploitant va engager des consultations en vue de la mise en place d'actions d'amélioration, compte-tenu notamment de l'absence de réduction significative des niveaux de bruit au niveau des ZER proches du site (en limite Nord de la plate-forme).

L'inspection note que cette démarche est nécessaire pour réduire l'impact sonore du site en période nocturne au niveau des habitations proches du site.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande d'action n°1 : mettre en place, comme proposé, un « jury d'oreilles », ainsi que des réunions d'échanges avec les mairies et les riverains, afin de pouvoir apporter une réponse efficace aux nuisances sonores perçues par les riverains.

Demande d'action n°2 : proposer un plan d'actions (avec échéancier associé) visant à réduire l'impact sonore du site en période nocturne au niveau des habitations proches du site (réduction de l'émergence en période nocturne).

Observation n°1 : préciser quelle unité ou quel équipement (démarrage/changement de régime) a pu générer l'augmentation du niveau de bruit constaté en limite de propriété Nord à partir de 1h du matin pendant la campagne de mesure de novembre 2025

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### **N° 3 : Air - Respect des vitesses d'éjection - unité CS2**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/10/2018, article 3.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, conduits et installations raccordées

#### **Prescription contrôlée :**

La vitesse des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission à la cheminée considérée dépasse 5000 m<sup>3</sup>/h ou 5 m/s si ce débit est inférieur à 5000 m<sup>3</sup>/h  
Suites inspection du 01/10/24

Demande d'action n°2 : rendre conforme la vitesse d'éjection des gaz des fours de l'atelier CS2 en



<p>fonction du débit rejeté (5 m/s si le débit reste inférieur à 5000 Nm<sup>3</sup>/h (ou 8 m/s sinon))</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que les vitesses d'éjection mesurées en sortie des cheminées des fours A et B de l'atelier CS2 ne respectent pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral : elles sont inférieures à 5 m/s lorsque le débit est inférieur à 5000 Nm<sup>3</sup>/h et inférieures à 8 m/s lorsque le débit est supérieur à 5000 Nm<sup>3</sup>/h.</p> <p>L'exploitant a présenté un état des lieux et un argumentaire faisant état des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les valeurs limites en NOx et poussières sont systématiquement respectées au rejet des 2 fours (d'après les mesures effectuées depuis 2009)</li> <li>- la corrélation entre débit des fumées et vitesse d'éjection montre en effet que la vitesse d'éjection est quasiment toujours inférieure à 8 m/s, même au nominal</li> <li>- les 2 fours datent des années 1970, période durant laquelle les exigences réglementaires sur les vitesses de rejet étaient absentes ou limitées</li> <li>- la configuration actuelle (diamètre important et vitesse modérée) est représentative des pratiques industrielles de l'époque : une mise en conformité stricte impliquerait une réduction du diamètre intérieur de la cheminée de 900 mm à 470 mm</li> <li>- une telle modification entraînerait une augmentation significative des pertes de charge ( 60% de plus au niveau de la cheminée), des impacts potentiels sur le fonctionnement des fours (répartition chauffe, points chauds, tirage fumées,...), des risques en termes de stabilité de combustion et de consommation énergétique (hausse du débit de gaz)</li> <li>- plusieurs facteurs contribuent à favoriser la dispersion des rejets : une température élevée des fumées (environ 200°C) et une hauteur de cheminée de 30m</li> </ul> <p>L'inspection prend acte de ces éléments et propose que l'exploitant transmette une demande formalisée de modification des prescriptions concernant la vitesse d'éjection en sortie des fours de l'atelier CS2, en complétant son argumentaire par des éléments permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de confirmer l'absence de modification des fours (en terme de capacité de production) postérieure à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (fixant les exigences minimales en terme de vitesse d'éjection), afin de justifier du bénéfice de l'antériorité ;</li> <li>- de se positionner sur le respect des dispositions des articles 53 à 56 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatifs à la hauteur minimale des cheminées (calculée en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère et de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz)</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Demande d'action n°3 : transmettre une demande formalisée de modification des prescriptions concernant la vitesse d'éjection en sortie des fours de l'atelier CS2, en complétant l'argumentaire par des éléments permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de confirmer l'absence de modification des fours (en terme de capacité de production) postérieure à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (fixant les exigences minimales en terme de vitesse d'éjection), afin de justifier du bénéfice de l'antériorité ;</li> <li>- de se positionner sur le respect des dispositions des articles 53 à 56 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatifs à la hauteur minimale des cheminées (calculée en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère et de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz)</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées : Avec suites</b></p>

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Air - Respect des VLE - tableau des VLE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2018, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conformité des rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article modifié par AP du 22/12/20  Voir Tableaux VLE pour unités MSH / MMP-E2 /MMP-S1 / H2SO4 / CS2 / Clayton / sulfate d'aluminium  et flux annuels à ne pas dépasser (NOx, SO2, poussières, HCl, acroléine, formaldéhyde, métaux lourds, PCDD/F)</p> <p>Suites inspection du 01/10/24 :  Demande d'action n°1 : poursuivre les études en cours en vue d'améliorer le rendement du laveur des fumées de l'atelier acide et mettre en place les actions correspondantes, de manière à respecter la valeur moyenne annuelle de 35 mg/Nm3 d'H2SO4 ; si nécessaire, la surveillance du paramètre H2SO4 devra être renforcée pour comprendre la variabilité des teneurs  Demande d'action n°3 : étudier la mise en conformité de la chaudière Clayton vis-à-vis de la concentration en NOx, et proposer une échéance de mise en conformité  Demande d'action n°4 : expliciter l'origine des dépassements constatés en 2020 et 2022 concernant les rejets annuels en métaux sur la base des mesures réalisées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a examiné d'une part les suites données à l'inspection du 01/10/24 concernant le respect de certaines valeurs limites, et d'autre part les résultats des contrôles réglementaires 2024-2025 :</p> <p>1/ Respect de la valeur limite en concentration moyenne annuelle en H2SO4 en sortie de l'atelier acide</p> <p>Cette valeur limite (35 mg/Nm<sup>3</sup>) est issue de l'AP du 22/12/20 (conformité aux MTD du BREF LVIC-AAF de 2007) et les mesures trimestrielles sont réalisées depuis 2022 conformément à l'AP. En l'absence de données disponibles, l'exploitant n'avait pas pu se positionner, dans le cadre de son dossier de réexamen, sur le respect de ce niveau d'émission.</p> <p>Les valeurs mesurées en 2025 sont comprises entre 7,4 mg/Nm3 et 118 mg/Nm3, avec une moyenne annuelle de 58 mg/Nm3. Les moyennes annuelles des années précédentes étaient de 68 mg/Nm3 en 2024, 173 mg/Nm3 en 2023 (avec une analyse particulièrement élevée lors du T3 2023 (604 mg/Nm3)) et 95 mg/Nm3 en 2022.</p> <p>L'exploitant précise que lors de l'AT2025, une inspection des équipements d'épuration des fumées et en particulier du dévésiculeur (permettant de réduire l'émission de buée de SO3/H2SO4) a été réalisée, sans montrer d'anomalie particulière.</p> <p>Il s'est également intéressé à la méthode de prélèvement et d'analyse, laquelle n'est pas réalisée sous accréditation ne s'agissant pas d'un paramètre COFRAC : prélèvement de la phase</p>

particulaire et gazeuse, puis barbotage dans de l'eau déminéralisée avant analyse selon une méthode interne.

Ainsi, un travail de compréhension globale des émissions d'H<sub>2</sub>SO<sub>4</sub> (origine et quantification) est en cours pour comprendre la disparité des valeurs, et essayer de les corréliser avec les phases de fonctionnement de l'atelier, sachant que les caractéristiques des flux entrant dans le four acide sont très variables. L'exploitant ne dispose pas à ce jour de suffisamment de recul sur la mesure de ce paramètre pour identifier l'origine des variations et apporter des solutions efficaces pour gérer ces émissions.

Les avancées sur ce sujet seront suivies par l'inspection.

2/ Mise en conformité de la chaudière Clayton vis-à-vis de la concentration en NO<sub>x</sub> (le flux étant conforme de manière générale)

Pour mémoire cette chaudière fonctionne en continu à faible régime (2 t/h) afin de compenser les pertes de pression du réseau vapeur 6 bars, et ainsi d'éviter des disjonctions de l'atelier MSH qui se situe en bout de réseau et est sensible à de faibles baisses de pression (disjonctions associées à des émissions SO<sub>2</sub> (de l'ordre de 400 kg au niveau de la torche lors du brûlage de l'en cours de l'atelier). Cette chaudière représente de l'ordre de 5 à 6 % des émissions de NO<sub>x</sub> totales du site. Par courrier en date du 11/04/25, l'exploitant a indiqué qu'aucune des solutions techniques envisageables ne permet de garantir le respect réglementaire de la concentration en NO<sub>x</sub>, et qu'une recirculation des fumées n'est techniquement pas possible sur la chaudière. Quant au remplacement du brûleur par un brûleur bas NO<sub>x</sub>, le coût de l'ensemble des modifications serait proche d'un remplacement complet de la chaudière. Aussi, l'exploitant s'oriente vers un remplacement de la chaudière par une chaudière biomasse ou une chaudière hybride gaz-électricité (mise en service à horizon fin 2027).

L'inspection relève que les dernières mesures disponibles (T1 2025 et T3 2025) font état de concentrations proches de la valeur limite de 100 mg/Nm<sup>3</sup> (105 mg/Nm<sup>3</sup> et 107mg/Nm<sup>3</sup>).

L'inspection prend acte du projet de remplacement de la chaudière Clayton. Il est demandé à l'exploitant de s'engager sur la mise en œuvre effective de ce projet.

3/ Dépassements constatés en 2020 et 2022 concernant les rejets annuels en métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V) + mercure + cadmium) sur la base des mesures réalisées

Par courrier en date du 11/04/25, l'exploitant précisait les modalités de calcul du flux annuel de métaux : prise en compte de la moyenne des flux mesurés pour chacune des installations (MMPS1, MMPE2, atelier acide) lors des contrôles périodiques, et prise en compte du temps de fonctionnement de chacune des installations pour calculer le flux annuel.

L'exploitant précise que la prise en compte des flux maxima journaliers prescrits pour chaque unité conduirait à un flux total de métaux lourds de 0,48 t/an, sur une base de 365 jours/an, alors que l'arrêté préfectoral fixe pour ce même flux annuel une valeur limite de 0,07t/an. Ainsi, même en respectant les flux journaliers en sortie de chaque unité lors des contrôles réglementaires, le flux annuel peut être non conforme, ce qui a été le cas en 2020 et 2022.

Sur ce point, l'inspection précise que la valeur en flux annuel de métaux lourds a été fixée sur la base des hypothèses du dernier dossier de demande d'autorisation (dossier POLAR), prises en compte dans l'évaluation des risques sanitaires (cf tableau 8 du dossier (somme Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V, et calculs de l'annexe I-2 du dossier), les rejets de mercure et cadmium étaient supposés marginaux. Ainsi, l'inspection confirme que la valeur fixée en flux annuel de métaux à respecter est bien de 0,07 t/an et non de 0,48 t/an.

Concernant les rejets de métaux, l'examen des résultats des contrôles réglementaires 2024 et 2025 sur les unités MMPE2 et MMPS1 conduit aux constats suivants :

Sur MMPE2 :

- non-conformité en somme des métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V) lors du contrôle T4 2025 : 132 microg/m<sup>3</sup> (pour une VLE fixée à 50 microg/m<sup>3</sup>) et 10,9 g/h pour une VLE fixée à 2,5 g/h,

le chrome et le nickel étant majoritaires (90 microg/m<sup>3</sup> et 29 microg/m<sup>3</sup> respectivement avec une valeur élevée en chrome (257 microg/m<sup>3</sup>) sur 1<sup>er</sup> essai (l'exploitant émet un doute sur la qualité du prélèvement sur cet essai) ;

- non-conformité en somme des métaux sur la valeur en flux lors du contrôle T3 2024 (65 g/j pour une VLE fixée à 60 g/j) et sur la somme Cd+Tl sur la valeur du flux (33 g/j pour une VLE fixée à 24 g/j)

- non-conformité en somme des métaux sur la valeur en flux lors du contrôle T1 2025 (4,2 g/h pour VLE de fixée à 2,5 g/h), le Mn étant majoritaire (2,4 g/h) puis le Cr/Ni/Pb entre 0,3 et 0,5 g/h).

Sur MMPS1 :

- non-conformité en somme métaux sur la valeur en flux lors du contrôle T1 2025 (4,2 g/h pour VLE de fixée à 2,75 g/h), le Cu étant majoritaire (2,3 g/h) puis le Cr/Mn/Ni/Pb entre 0,2 et 0,8 g/h). Pour expliquer les valeurs en éléments métalliques en sortie des unités MMPS1 et MMPE2, l'exploitant évoque un possible relargage issu des catalyseurs, contenant des métaux (Co, Ni, Fe, Cr, Al, Mn, Mg pour les principaux). Or, ceux-ci ont été remplacés lors de l'AT 2025 sur MMPE2 et en juin 2025 sur MMPS1, et ce, sur la base d'une technologie identique.

L'inspection note que le contrôle de décembre 2025 (après remplacement des catalyseurs) s'est avéré conforme sur MMPS1, mais pas sur MMPE2 (sachant que si la valeur mesurée sur le chrome peut être sujette à caution, une valeur significative en nickel a également été mesurée).

Un historique et un suivi précis des flux mesurés sur chacun des métaux en sortie des unités MMPS1 et MMPE2 devra être mis en place, afin d'identifier et d'explicitier les évolutions constatées.

L'inspection demande également à l'exploitant de procéder à des analyses des effluents liquides (et éventuellement gazeux, même si l'exploitant considère que leur présence serait détectée dans le process) issus des unités de production de MMP, lesquels sont ensuite traités sur les incinérateurs MMPS1 et MMPE2, afin d'évaluer l'hypothèse d'un relargage de métaux issus des catalyseurs (utilisés pour la fabrication de l'acroléine). L'inspection note que ces éléments seront également utiles dans le cadre du projet Easter.

En l'absence de retour à la conformité sur les rejets de métaux, l'inspection pourra proposer des suites administratives.

L'inspection note par ailleurs que les valeurs limites en flux de l'arrêté préfectoral sont fixées sur la base du produit de la valeur limite en concentration par le débit nominal de l'unité (en Nm<sup>3</sup>/h), les valeurs limites en concentration et en flux étant rapportés à une teneur en O<sub>2</sub> de 11 % (sachant que la teneur en O<sub>2</sub> réelle en sortie des unités MMPS1 et MMPE2 est de l'ordre de 2 à 5%). La valeur du débit nominal de chacune des unités est issue du dossier de demande d'autorisation. Ainsi, après correction de la teneur en O<sub>2</sub>, le débit corrigé s'avère bien supérieur aux valeurs prises en compte dans le dossier de demande d'autorisation et reprises dans l'arrêté d'autorisation, d'où des non-conformités en flux, même si les valeurs limites en concentration sont respectées, et ce dès lors qu'elles ne sont pas significativement inférieures à la VLE.

Il semblerait ainsi que les flux journaliers calculés dans le dossier de demande d'autorisation l'aient été sans correction de la teneur en O<sub>2</sub> pour le débit. Il s'agit néanmoins des flux pris en compte pour l'élaboration de l'évaluation des risques sanitaires.

4/ L'inspection relève une non-conformité en 2025 sur le paramètre acidité (H<sup>+</sup>) en sortie de l'unité de production de sulfate d'aluminium : 15,7 mg/m<sup>3</sup> pour une VLE fixée à 0,5 mg/Nm<sup>3</sup>. Adisseo (exploitant de droit) a transmis l'information de non-conformité à l'exploitant (de fait) en charge de cette unité (société Baikowski) en vue de la réalisation d'une nouvelle analyse permettant de confirmer ou d'infirmer la valeur mesurée. En fonction du résultat obtenu, des actions correctives seront étudiées.

Il convient de transmettre les résultats de la nouvelle analyse et le cas échéant le plan d'actions

associé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande d'action n°4 : poursuivre le travail de compréhension globale des émissions d'H<sub>2</sub>SO<sub>4</sub> (origine et quantification) en sortie de l'atelier acide afin de comprendre la disparité des valeurs, et de les corrélérer avec les phases de fonctionnement de l'atelier.

Demande d'action n°5 : finaliser le projet de remplacement de la chaudière Clayton avant fin 2026, pour une mise en œuvre au plus tôt.

Demande d'action n°6 : mettre en place un historique et un suivi précis des flux mesurés sur chacun des métaux en sortie des unités MMPS1 et MMPE2, afin d'identifier et d'expliciter les évolutions constatées, et procéder à des analyses des effluents liquides (et éventuellement gazeux) issus des unités de production de MMP, afin d'évaluer l'hypothèse d'un relargage de métaux issus des catalyseurs.

Le cas échéant, prévoir des mesures trimestrielles de la somme des métaux en sortie des unités MMPS1 et MMPE2.

Demande d'action n°7 : transmettre les résultats de la nouvelle analyse portant sur le paramètre H<sup>+</sup> en sortie de l'unité de production de sulfate d'aluminium, et le cas échéant le plan d'actions associé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Prélèvements d'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/10/2018, article 4.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, consommation d'eau

**Prescription contrôlée :**

**4.1.1 Origine des approvisionnements en eau**

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> /an)	Débit horaire maximum (m <sup>3</sup> /h)	Débit journalier maximum (m <sup>3</sup> /j)
Réseau public eau potable	-	-	150

Nappe alluviale du Rhône <sup>(1)</sup>	-	2 500	62 000 <sup>(2)</sup>

(2) 56 000 m<sup>3</sup>/j pour les installations exploitées par la société ADISSEO France

#### Constats :

Pour mémoire, des dépassements récurrents du débit journalier prélevé sont observés depuis juillet 2024, en raison de plusieurs problèmes techniques consécutifs (pannes sur un échangeur, lequel a été remplacé lors de l'AT2025, pannes sur les moteurs des ventilateurs de la TAR lors du redémarrage post AT2025, également remplacés) au niveau de la tour aéroréfrigérante de l'atelier acide ayant conduit l'exploitant à passer à un refroidissement direct en eau brute plutôt que via la TAR (augmentation de la consommation horaire de l'ordre de 300 à 400 m<sup>3</sup>/h). Un retour à la normale était attendu début juillet 2025.

L'exploitant fait part de problèmes techniques sur des pompes associées à la TAR en octobre 2025. Celle-ci est désormais opérationnelle depuis octobre 2025.

L'inspection ne constate pas de dépassement du débit journalier prélevé depuis cette date.

L'exploitant précise que dans le cadre de son PSH (plan de sobriété hydrique), il s'est fixé un objectif de réduction d'un million de m<sup>3</sup> d'eau prélevée pour l'année 2026 (année sans arrêt technique), soit 17 millions de m<sup>3</sup> annuels, par rapport à la moyenne 2023-2024, soit environ 18 millions de m<sup>3</sup> annuels (hors Prayon).

La situation est désormais conforme.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pas d'observation

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 6 : Eau - Conformité des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2018, article 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : voir VLE

Suites inspection du 01/07/25 :

Demande d'action n°3 : proposer des actions d'amélioration permettant de réduire les non-conformités observées en DBO5/DCO au point EAS lors des phases transitoires, et identifier le cas échéant l'influence des sulfites dissous sur les résultats en DBO5.

#### Constats :

L'inspection s'est intéressée aux principaux dépassements des valeurs limites d'émission au niveau des différents points de rejet du site :

1/ point EAS (unité acide) :

Concernant les dépassements en DCO et MES au point EAS, l'exploitant a mis en place un groupe de travail spécifique sur ce sujet (dans le cadre du projet Reboost).

1.1. Sur le paramètre DCO, les pics de concentration sont liés aux phases transitoires de l'atelier (accumulation de charge organique dans les bacs de stockage entraînant un flux supplémentaire lors des redémarrages). Le groupe de travail a ainsi proposé un « pas à pas » à appliquer lors des arrêts à chaud programmés de manière à maîtriser le paramètre DCO. Ce « pas à pas » a été testé lors d'un arrêt à chaud en février 2026 (concentration en DCO de 310 mg/l, sachant que le « pas à pas » n'a pu être testé que partiellement) et d'un arrêt à chaud en mars 2026 (concentration en DCO de 115 mg/l).

Ce « pas à pas » a été intégré dans les procédures, la formation du personnel étant en cours (avec pour objectif d'affiner et d'améliorer le « pas à pas » de manière à ce qu'il puisse être appliqué correctement).

L'exploitant examine par ailleurs quelles actions automatiques de ce « pas à pas » pourraient être mises en place afin de gérer également les pics de DCO lors d'arrêts non programmés (disjonction de l'atelier). Des modifications d'équipements (ajout d'instrumentation et de régulation) seraient à prévoir pour cette automatisation.

Ce travail est en cours et doit être poursuivi.

L'exploitant rappelle par ailleurs que des investissements ont été réalisés sur l'atelier acide lors de l'AT2025, notamment pour mieux gérer les phases transitoires (remplacement d'un échangeur).

L'inspection relève, sur l'année 2025, 25 % dépassement de la concentration et 4 % dépassement en flux (avec des valeurs maximales de 2485 mg/l en avril et 1955 mg/l en juin), et une meilleure gestion des pics de DCO depuis juillet 2025 (valeurs maximales de 1270 mg/l puis 430 mg/l), et uniquement 2 dépassements en flux depuis juillet (440 kg/j le 04/12/25 - lors d'un arrêt à chaud suite au perçage d'un échangeur, et sans mise en œuvre du « pas à pas ») et 200 kg/j pour VLE à 180 kg/j.

L'inspection note que le pourcentage de dépassements de la concentration est surestimé, la valeur limite en concentration étant fixée à 125 mg/l quel que soit le flux (alors que l'AP prévoit une valeur limite de 300 mg/l lorsque le flux est inférieur à 100 kg/j, ce qui est majoritairement le cas (moyenne annuelle de l'ordre de 75 kg/j)).

L'inspection note donc une amélioration notable des rejets de DCO de l'atelier acide, dont les pics devraient encore être réduits voire supprimés après pérennisation de la procédure « pas à pas ».

L'inspection rappelle que des pics pouvant atteindre 12000 mg/l et 7,7 t/j étaient constatés en 2024.

L'inspection note par ailleurs la suppression des dépassements sur le paramètre DBO5 depuis mars 2025.

1.2. Sur le paramètre MES, sur l'année 2025, 33 % de dépassements de la concentration sont observés, mais aucun dépassement du flux. Il est relevé une amélioration de la maîtrise des concentrations depuis octobre 2025 (une seule valeur supérieure à 2 fois la VLE) et une baisse globale de la concentration mesurée depuis décembre 2025.

Le groupe de travail a mis en place ou examiné plusieurs actions destinées à maîtriser ces rejets

chroniques de MES :

- un interlock a été mis en place afin d'empêcher la réalisation, par les opérateurs, de plusieurs opérations de nettoyage de manière concomitante et susceptibles de conduire à un rejet important de MES (débit trop important par rapport au volume du neutraliseur)
- un travail est mené avec le constructeur du filtre afin d'en améliorer le fonctionnement
- une réflexion est engagée concernant d'éventuels nouveaux équipements à implanter (pour améliorer le traitement)

L'inspection note que les réflexions relatives à la mise en place d'équipements de traitement complémentaires devront être poursuivies si les améliorations mises en place ou en cours ne sont pas suffisantes pour respecter la valeur limite en concentration au point EAS.

Par ailleurs, l'inspection a relevé un dépassement important sur le paramètre Hg en décembre 2025 au point de rejet EAS (concentration de 0,086 mg/l pour une VLE fixée à 0,025 mg/l).

L'exploitant précise que ce résultat a été partagé avec le responsable de l'atelier acide : aucune anomalie n'a été relevée sur le fonctionnement du filtre, ni sur la concentration en MES au point EAS (32 mg/l). Il a par ailleurs été confirmé l'absence de réception de nouveau flux d'ASR (acides à régénérer). L'exploitant souligne que les analyses suivantes (de janvier à mars 2026) sont inférieures à la LQ (0,0031 mg/l).

Ainsi, aucune explication n'a pu être donnée quant à l'origine de ce dépassement.

L'inspection note qu'en cas de dépassement significatif des valeurs limites en métaux, des analyses ponctuelles devraient être réalisées sur les différents flux d'ASR envoyés à l'atelier acide, afin d'en vérifier la conformité (par rapport aux seuils d'acceptation).

Par ailleurs, dès connaissance du résultat d'analyse, une nouvelle analyse aurait dû être réalisée sans attendre celle du mois suivant.

2/ Point E4 (eaux de couverture des bacs de CS2)

L'inspection relève de nouveau une inversion des valeurs en MES et DCO, à l'origine des dépassements constatés

Les valeurs doivent être corrigées dans l'application Gidaf

3/ Rejet général

L'inspection relève en particulier des dépassements sur la somme « Fe+Al » (14 % de dépassements en concentration et 33 % de dépassements en flux)

L'exploitant a également mis en place un groupe de travail sur ce point, lequel a procédé à des campagnes de mesures sur les canaux A, B et C de manière à identifier les ateliers contributeurs. Le canal B s'est avéré le plus impactant (canal recevant les rejets du site Prayon, les rejets de l'atelier acide dont les purges des tours aéroréfrigérantes, et les eaux pluviales issues de l'atelier acide). Des analyses sur l'eau de pompage ont également été réalisées et ce flux représenterait 2,4 kg/j.

En déduisant la part issue de l'eau de pompage (concentration nette), le flux rejeté serait en moyenne de 6,9 kg/j au lieu de 9 kg/j, soit une réduction de l'ordre de 35 à 40 % du nombre de dépassements.

Par ailleurs, une baisse des valeurs est observée depuis novembre 2025 : 3 % de dépassements en concentration et 9 % en flux (avec une seule valeur supérieure à 2 fois la VLE). La valeur moyenne en flux serait de l'ordre de 6,5 kg/j (sans déduction du flux issu de l'eau pompée). Aussi, en l'absence de nouveaux pics mesurés depuis novembre 2025, le groupe de travail a interrompu ses investigations.

La situation serait donc redevenue globalement conforme.

Si de nouveaux pics sont identifiés, de nouvelles investigations devront être menées.

4/ Point MSH

Aucun dépassement n'est relevé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



<p>Demande d'action n°8 : poursuivre le travail engagé à l'atelier acide pour gérer les pics de DCO (maîtrise des dépassements en concentration et flux de DCO au point EAS) lors des phases transitoires (finalisation de la procédure « pas à pas » lors des arrêts à chaud programmés, et mise en place d'actions automatiques)</p> <p>Demande d'action n°9 : poursuivre les réflexions relatives à la mise en place d'équipements de traitement complémentaires en sortie de l'atelier EAS si les améliorations mises en place ou en cours ne sont pas suffisantes pour respecter la valeur limite en concentration de MES</p> <p>Demande d'action n°10 : en cas de dépassement significatif des valeurs limites en métaux en sortie de l'atelier acide, réaliser des analyses ponctuelles sur les différents flux d'ASR envoyés à l'atelier acide, afin d'en vérifier la conformité, et procéder, dès connaissance du résultat, à une nouvelle analyse sans attendre celle du mois suivant.</p> <p>Observation n°1 : corriger les valeurs en MES et DCO au point E4 dans l'application Gidaf</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Eau - déclaration des émissions annuelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 ; 4bis ;
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions annuelles de polluants
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4.1.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;</p> <p>4bis : L'exploitant indique dans sa déclaration annuelle les informations permettant l'identification de l'établissement concerné et des activités exercées.</p> <p>L'exploitant précise si la détermination des quantités déclarées est basée sur une mesure, un calcul, une estimation ou si celles-ci sont inférieures à la limite de quantification des appareils de mesure.</p> <p>5. L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants et des productions de déchets. Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées. L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.</p>
<b>Constats :</b>

L'inspection constate, à partir de la déclaration GERE 2025, que le site Adisseo des Roches est à l'origine de rejets de métaux significatifs dans le milieu naturel, dont notamment :

- cadmium : 78,6 kg (représentant 16 % des émissions nationales)
- chrome : 118 kg
- cuivre : 170 kg
- zinc : 225 kg

L'inspection s'est interrogée sur l'origine de ces rejets de métaux et sur les modalités de calcul des flux annuels. En effet, il a été constaté par exemple que les déclarations Gidaf de 2025 faisaient état de concentrations en cadmium systématiquement inférieures à la LQ au niveau du rejet général.

L'exploitant confirme que pour l'évaluation des flux annuels rejetés, les valeurs des limites de quantification sont prises en compte. Ainsi pour le cadmium, les flux ont été calculés à partir d'une valeur en concentration égale à la LQ du laboratoire, soit 0,0041 mg/l. Compte tenu du débit au rejet général (de l'ordre de 50000 m<sup>3</sup>/j), cela peut conduire à des flux significatifs.

Les valeurs déclarées sont ainsi surestimées (il ne s'agit donc pas réellement d'une non-conformité concernant la déclaration des émissions).

L'exploitant précise que si les rejets de métaux tels que fer, nickel, chrome peuvent provenir de différents types d'aciers utilisés dans les équipements des unités, les métaux tels que le cadmium, le mercure, le plomb ne peuvent provenir que des rejets de l'atelier acide (point de rejet EAS), lequel reçoit des acides résiduels à régénérer (ASR) susceptibles d'en contenir (en deçà des seuils d'acceptation). En sortie de cet atelier, la concentration mesurée serait de 0,025 mg/l, soit un flux maximal de l'ordre de 12 g/j ou 4 kg/an.

L'atelier EAS dispose en sortie d'un système de filtration des MES, permettant la précipitation des métaux et la captation des oxydes métalliques.

L'inspection note que conformément au guide GERE (version 6 de janvier 2026 - §11.2 p45) : « En cohérence avec les calculs de flux dans GIDAF, le calcul des flux annuels dans GERE ne se fait plus en prenant une valeur égale à LQ/2 lorsque la concentration mesurée est inférieure à la LQ. Si l'une des mesures de concentration est inférieure au seuil de quantification de la substance (LQ), la concentration est considérée comme nulle. Si toutes les mesures de concentration d'une substance, durant l'année civile, sont inférieures au seuil de quantification de cette substance, la masse émise annuelle peut être considérée comme nulle. ».

Ainsi, l'inspection propose, afin de ne pas surestimer les flux rejetés au milieu naturel, et lorsque les valeurs au rejet général ne permettent pas une quantification, de se baser sur les flux calculés au niveau du point EAS, en particulier lorsque l'origine des métaux est imputable à cet atelier.

En fonction de l'importance des flux de métaux émis vers le milieu naturel, des actions de réduction pourraient être prescrites, d'où la nécessité d'améliorer la quantification des flux réellement rejetés au milieu naturel.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Observation n°2 : dans le cadre des déclarations annuelles GERE, lorsque les valeurs au rejet général ne permettent pas une quantification des valeurs, il y a lieu de se baser sur les flux calculés au niveau du point EAS, en particulier lorsque l'origine des métaux est imputable à cet

atelier, afin de ne pas surestimer les flux rejetés au milieu naturel. Par ailleurs, les valeurs inférieures au seuil de quantification de la substance (LQ) peuvent être considérées comme nulles

**Type de suites proposées :** Sans suite